

CHAPITRE 1. INTERET GENERAL ET ACCROISSEMENT DES RICHESSES

MANDEVILLE ET SMITH

2. Un éloge de la dépense

La *Fable* de Mandeville joue un rôle important dans la querelle du luxe qui traverse le XVIII^e siècle. Le luxe est-il légitime car bénéfique à la société ? Corrompt-il ou adoucit-il les mœurs ? Doit-il être réprimé, comme artifice, au profit de la nature ? Ou doit-il être encouragé pour favoriser les arts ? Le luxe, concède Mandeville, est immoral : la ruche prospère est corrompue. Mais il favorise la circulation des richesses, le développement de l'industrie et l'essor du commerce, dont dépend la subsistance de chacun. C'est l'économie, c'est-à-dire en dernier ressort du bien-être de chacun, qui légitime le luxe. Un problème de société est traité comme problème économique.

La légitimation du luxe et des inégalités qu'il suppose (seule une partie minoritaire de la population peut y accéder) devrait placer Mandeville comme un précurseur des économistes hostiles à l'intervention de l'Etat. Cette lecture n'est pourtant pas la seule possible et Keynes se réclamera de l'héritage de Mandeville dans le chapitre XXIII de la *Théorie Générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936), convoquant Mandeville pour faire l'éloge de la dépense, c'est-à-dire de la demande, contre l'épargne.

« Une sage économie, que d'aucuns appellent Épargne, est dans les familles privées le moyen le plus sûr d'augmenter les patrimoines. Certains estiment que dans l'ensemble d'un pays, fertile ou non, la même méthode peut être appliquée et doit produire le même effet. Ils pensent par exemple que les Anglais pourraient être beaucoup plus riches qu'ils le sont, s'ils étaient aussi économes que certains de leurs voisins. C'est à notre avis une erreur. Tout l'art de rendre une nation heureuse et florissante consiste à donner à chacun la possibilité d'être employé. Pour y parvenir, le premier souci d'un Gouvernement doit être de favoriser tous les genres de manufactures, d'arts et de métiers, que l'homme peut inventer ; (...) C'est par cette politique et non par une futile réglementation de la prodigalité et de l'économie (au sens de l'épargne) qu'on peut accroître la grandeur et le bonheur des nations »¹.

La lecture de Mandeville peut donc alimenter plusieurs querelles. L'une porte sur le caractère égalitaire, ou pas, de la dépense : préfère-t-on qu'elle porte sur les biens de luxe, dont la jouissance est inégalitaire, ou que les revenus soient redistribués et la consommation égalitaire ? Dans cette querelle, Mandeville et Keynes ne s'accorderaient pas. Mais Keynes convoquant Mandeville fait porter sa querelle avec les économistes qui le précèdent sur une autre question, celle du choix entre la dépense et l'épargne. Pour défendre la demande (qu'elle soit publique ou privée) de biens (qu'ils soient de consommation ou de production) contre l'épargne, Keynes reprend les arguments de Mandeville en négligeant le motif des comportements de dépense (la vanité chez Mandeville) et en mettant en valeur l'expression économique de ces comportements : la dépense.

¹ Cité par J. M. Keynes (1936), *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Traduit de l'Anglais par Jean de Largentaye (1942), Payot, p. 244.

Mandeville, dans la lecture qu'en fait Keynes, se ferait à ses côtés l'avocat des programmes de dépense publique.

Quelle lecture pouvons-nous faire de Mandeville au regard des questions contemporaines relatives aux enjeux climatiques ? Naturellement, Mandeville n'a nulle conscience que l'augmentation de la production matérielle détruit les conditions de la vie humaine sur la Terre. Nous lui objecterions aujourd'hui que la ruche prospère, en ruinant l'environnement qui nous est nécessaire, se voue elle-même, et voue toutes les ruches qui habitent la même Terre, à l'extinction. Si l'on a pu identifier le bien public à l'accroissement des commodités de la vie, ce qui, même au XVIII^e siècle, n'a rien d'évident, nous savons aujourd'hui que cet accroissement contredit la sauvegarde des conditions de la vie humaine. L'image même des abeilles est perçue différemment quand l'un des motifs de nos inquiétudes tient à leur disparition. Une ruche vertueuse entourée de ruches vicieuses verrait sa survie menacée non par la guerre mais par les conséquences climatiques de la production des ruches prospères.

Faut-il renoncer à l'accroissement des richesses et, si tel est le cas, contester le raisonnement de Mandeville ou doit-on simplement redéfinir le bien public ? Autrement dit, l'accroissement des richesses et la sauvegarde des emplois sont-ils incompatibles avec la contrainte environnementale ? Si tel est le cas, faut-il renoncer à la croissance du bien-être et à l'emploi afin d'éviter la catastrophe climatique annoncée ? Ou doit-on craindre que l'impossibilité de sacrifier le bien-être et l'emploi empêche toute mesure sérieuse de lutte contre le changement climatique ? Mandeville permet-il de mieux comprendre cette apparente opposition ? On peut imaginer un dialogue entre un partisan et un adversaire de politiques écologiques, qui tous deux emploieraient des arguments mandevilliens :

- Les avions, les automobiles, les centrales nucléaires et la production industrielle procurent des emplois. Les écologistes veulent-ils accroître le chômage ?
- Les biens de luxe que Mandeville encourageait sont aujourd'hui les activités non polluantes : la rénovation des bâtiments, la production d'énergie renouvelable, le développement des transports en commun, l'agriculture biologique. Limiter notre consommation de biens polluants, réduire nos voyages, exige seulement de convertir les salariés de ces industries en producteurs de biens non nuisibles.
- Si cette réorientation de la production satisfaisait le désir de bien-être de la population, ces secteurs se seraient déjà développés. Ils ne le sont pas parce que le prix de leur production est trop élevé pour que la demande soit importante. Seuls les ménages les plus aisés ont les moyens d'en acheter les produits.
- Pour les rendre accessibles aux autres, il suffirait de les subventionner, comme les puissants de la ruche subventionnent l'architecture, ou l'Etat keynésien les grands travaux.
- Les subventions exigent des ressources, toujours fournies finalement par les contribuables, qui ne veulent pas payer davantage d'impôts.

- Les industries polluantes sont elles-mêmes subventionnées par l'Etat. Le transport routier des gens et des marchandises est subventionné par l'entretien des routes que finance la collectivité, et l'assurance santé qui soigne les accidentés de la route et les maladies de la pollution.

Le débat, dans ce dialogue imaginaire, concerne moins sur la dépense que le secteur dans lequel elle doit se porter. Rien n'empêche, au moins en principe, que le chômage entraîné par une baisse sectorielle d'activité soit résorbé par une réorientation de la production et un emploi accru dans d'autres secteurs. Penser qu'une baisse de la production dans un secteur polluant ne s'accompagne d'aucun accroissement dans un secteur non polluant, redouter que les ressources qui seraient épargnées du fait de la baisse de production de certains biens (polluants) ne soient pas consommées pour acquérir d'autres biens, cela n'a rien d'évident.

Rien n'empêche non plus de réduire la production matérielle au profit des services. Le slogan « moins de biens, plus de lien » ne contredirait pas Mandeville dont la ruche décrit une économie de la domesticité. La vanité n'exige pas seulement que les hommes offrent des bijoux à leur maîtresse mais qu'ils disposent de valets, cuisiniers, tailleurs, cochers, précepteurs pour leurs enfants, acteurs et musiciens pour leurs spectacles, médecins et avocats. Naturellement, le slogan « moins de biens, plus de liens » promeut plutôt des services assurés ou transitant par des institutions publiques, et dont la consommation serait équitablement accessible à tous. Du point de vue pourtant de la production comme des effets environnementaux, les professeurs de l'éducation nationale sont semblables aux précepteurs des enfants de la noblesse ou de la bourgeoisie. La définition mandevillienne de la production ne contredit pas le remplacement des biens par les liens.

3. Croissance et bien-être

Mais on peut contester que l'intérêt général, entendu comme le bien-être de la population, exige l'accroissement de la production, de biens ou de services. Les riches tirent-ils vraiment du plaisir des biens qui satisfont leur vanité ? Mandeville ne le discute pas, lui pour qui chacun vit « agréablement » dans la ruche prospère, au bonheur de laquelle « on ne pouvait rien ajouter ». Smith est plus circonspect. Quoiqu'il ne qualifie pas de vicieux les désirs du riche, il juge aussi que la plupart des dépenses trouvent leur origine dans la vanité :

« Quelle est la fin de l'avarice et de l'ambition, de la recherche de la richesse, du pouvoir et de la prééminence ? Est-ce pour répondre aux nécessités de la nature ? Le salaire du moindre travailleur peut y répondre. Nous observons qu'il lui procure la nourriture et le vêtement, le confort d'une maison et d'une famille. Si nous examinons son économie avec rigueur, nous trouverions qu'il dépense une grande partie de son salaire pour des commodités qui peuvent être considérées comme des superfluités et que, dans des occasions hors de l'ordinaire, il peut même en consacrer une partie à la vanité et à la distinction (...). D'où naît alors cette émulation qui court à travers les différents rangs de la société ? Et quels sont les avantages que nous nous proposons au moyen de ce grand dessein de la vie humaine que nous appelons amélioration de notre condition ? Être observés, être remarqués, être considérés avec sympathie, contentement et approbation

sont tous les avantages que nous pouvons nous proposer d'en retirer. C'est la vanité, et non le bien-être ou le plaisir, qui nous intéresse »² (*Théorie des Sentiments Moraux* : 91-2).

La satisfaction de la vanité ne profite pas toujours au bien-être des riches, les situations sociales s'égalisent « pour ce qui fait le réel bonheur de la vie humaine » et « quant au bien-être du corps et à la paix de l'esprit, tous les rangs différents de la société sont presque au même niveau, et le mendiant qui se chauffe au soleil sur le bord de la route possède la sécurité pour laquelle les rois se battent »³. Négligeons ici l'indignation que peut susciter cette affirmation qui dénie que les inégalités de richesse affectent « le véritable bonheur de la vie humaine ». L'essentiel pour Smith est que l'accroissement de la production profite à ceux qui tirent leur subsistance des dépenses du riche. « C'est de son luxe et de son caprice que tous obtiennent leur part des nécessités de la vie, qu'ils auraient en vain attendue de son humanité ou de sa justice »⁴. Les riches possèdent la terre et ses fruits. Leur estomac n'étant pas plus grand que celui des pauvres, ils ne peuvent consommer tous ces fruits. Ils se bornent à en conserver la partie la plus précieuse et la plus agréable et partagent le reste entre les autres. Les améliorations qu'ils introduisent pour augmenter la production et entretenir davantage de domestiques bénéficient aux pauvres qui y trouvent leur emploi et leur subsistance.

Cela suppose que les pauvres, avant d'être employés et nourris par le riche, vivent dans une pénurie première des ressources nécessaires à leur vie. Pour Mandeville et Smith, la pénurie précède la production. Le pauvre est d'abord un ventre vide. Rousseau, dans le *Discours sur l'origine de l'inégalité*, propose un autre récit. Dans la société naissante qui succède à l'état de nature, la pénurie n'est pas première mais résulte, avant même l'inégale répartition des terres, d'un accroissement des richesses qui suscite de nouveaux besoins :

« Dans ce nouvel état, avec une vie simple et solitaire, des besoins très bornés, et les instruments qu'ils avaient inventés pour y pourvoir, les hommes jouissant d'un fort grand loisir l'employèrent à se procurer plusieurs sortes de commodités inconnues à leurs pères ; et ce fut là le premier joug qu'ils s'imposèrent sans y songer, et la première source de maux qu'ils préparèrent à leurs descendants ; car outre qu'ils continuèrent ainsi à s'amollir le corps et l'esprit, ces commodités ayant par l'habitude perdu presque tout leur agrément, et étant en même temps dégénérées en de vrais besoins, la privation en devint beaucoup plus cruelle que la possession n'en était douce, et l'on était malheureux de les perdre, sans être heureux de les posséder ».

Le corps et l'esprit prennent goût aux richesses nouvelles, ce qui n'est pas mauvais ; surtout, ce qui l'est davantage, ils en deviennent dépendants. La survie, et *a fortiori* le bien-être, deviennent inaccessibles à qui ne dispose pas de biens auparavant jugés superflus. On peut porter un regard semblable sur une scène du *Robinson Crusoe* de Defoe, qu'on a pu lire comme une incarnation de l'Européen colonisateur. Rencontrant Vendredi, Robinson le traite paternellement et lui « fait comprendre qu'il lui donnerait des vêtements. Il

² Adam Smith (1759), *Théorie des sentiments moraux*, traduction de M. Biziou, C. Gautier et J.F. Pradeau, coll. 'Léviathan', Presses Universitaires de France, 1999, Paris, p.91-92.

³ Adam Smith (1759), *Théorie des sentiments moraux*, p.256.

⁴ Adam Smith (1759), *Théorie des sentiments moraux*, p.256.

parut charmé de cela car il était absolument nu » (p.). Vendredi, pourrait-on penser, n'en est charmé qu'aux yeux d'un Robinson qui n'imagine pas que Vendredi puisse n'avoir aucun désir de se vêtir.

L'état de nature de Rousseau et le récit de Defoe sont fictifs mais la variation des besoins peut aussi être analysée dans l'histoire. L'historien François Jarrige fait remarquer que « l'idée qu'on vit mieux qu'avant repose sur une vision très misérabiliste du passé. Les historiens montrent que ce dernier est beaucoup plus riche et complexe que la vision simpliste qu'on s'en fait. Avant de dire que nous vivons mieux, demandons-nous ce que l'on sait du bonheur d'un paysan du XVIIIe siècle ! »⁵.

On devrait être d'abord stupéfait d'observer que l'on consomme aujourd'hui des poulets aux antibiotiques et des fruits et légumes imbibés de pesticides afin de remplir le réservoir d'essence et que les dépenses qu'ont dit « contraintes », indispensables, soient de téléphonie plutôt que de nourriture. Vivions-nous comme des sauvages dans l'Europe d'avant-guerre où l'automobile était réservée à quelques-uns ? « On ne va pas revenir à la bougie », disent les adversaires de la décroissance comme ils diraient « on ne va pas vivre comme des sauvages et renoncer aux bienfaits de la civilisation ». A la bougie pourtant, l'humanité a vécu des siècles, connu des bonheurs et produit des choses admirables. Cela certes s'accompagnait de grandes inégalités, que Thomas Piketty rappelle dans sa lecture de Balzac ou Jane Austen : au XIXe siècle, « s'il n'existait pas une minorité suffisamment dotée en patrimoine, personne ne pourrait se préoccuper d'autre chose que de survivre (...). Dans cet univers, seule la possession d'un patrimoine permet d'atteindre un niveau d'aisance suffisant pour vivre avec dignité. (2013, 661-2).

Est-on certain pourtant que la vie de ceux dont l'activité était soumise aux nécessités de la survie ait été sans dignité ? Sait-on si le développement économique a accru le nombre de ceux qui peuvent accéder à l'aisance et au loisir – entendu comme temps arraché aux nécessités de l'entretien de la vie – qui ont permis à Galilée, Marie Curie, Léonard de Vinci, Rimbaud ou Schubert d'enchanter le monde ? Nous apprécions les commodités dont nous a pourvu le développement économique. Nous envisageons mal aujourd'hui de nous passer de l'électricité, de l'eau courante, des sanitaires ou du lave-linge. L'humanité pourtant a vécu sans ces commodités pendant des siècles et a consacré bien du temps à des œuvres, matérielles ou immatérielles, individuelles et collectives, qui excédaient la satisfaction des besoins qui nous semblent si nécessaires. Les satisfactions que procurent ces commodités n'ont-elles pas été accompagnées de renoncements dont nous n'avons plus même conscience, et en en premier lieu à un renoncement au temps non productif⁶ ? Keynes, annonçait en 1930 que « la recherche de la subsistance » cesserait bientôt d'être le problème dominant de l'espèce humaine et que celle-ci devrait alors affronter un autre problème : « comment employer la liberté arrachée aux contraintes économiques? comment occuper les loisirs que la science et les intérêts composés auront conquis pour lui, de manière agréable, sage et bonne? »⁷.

⁵ Libération, 12 février 2020, « L'histoire de l'énergie est le summum de l'histoire écrite par les vainqueurs ».

⁶ Ces questions relèvent d'une anthropologie et d'une conception de l'histoire qui seront détaillées dans un autre chapitre.

⁷ J. M. Keynes, « Perspectives économiques pour nos petits-enfants », p.136.

D'où vient que cet état d'abondance espéré toujours recule ? L'économiste doit remarquer que les biens qui nous semblent aujourd'hui indispensables ont été, dix, cent ou cinq cents ans auparavant, plus que superflus : inutiles. Les avocats de la décroissance qui, s'appuyant sur les quantifications de « l'économie du bonheur », assurent « qu'auparavant, la croissance des richesses a accru le bien-être mais que cela n'est plus vrai aujourd'hui » admettent comme une évidence que ce nous semble nécessaire aujourd'hui l'est effectivement. Sans doute cela l'est-il, puisque nous nous y sommes habitués et qu'il est difficile de renoncer à des habitudes. Mais ce n'est guère suffisant pour convaincre que les biens dont nous ne jouissons encore dans les proportions que nous désirons n'augmenteraient pas notre bonheur comme l'eau courante et l'électricité. S'il faut sans doute s'interroger sur les bornes à imposer à nos besoins dans un monde fini, il n'est pas sûr que postuler des besoins finis soit très convaincant, tant nous faisons l'expérience de notre insatiabilité, qui porte davantage encore sur les services que sur les biens et remonte, dans l'histoire personnelle de chacun, à l'expérience première de l'enfance quand, croyant à la toute-puissance maternelle, l'enfant demande sans limite sa présence attentive.

Remarque : le caractère nécessaire des différents biens est discuté en période de crise (lors des confinements). Les jugements personnels diffèrent. A la différence des autres périodes, les périodes de crise ne laissent pas chacun décider seul de sa hiérarchie des besoins mais imposent, à travers la puissance publique (les activités autorisées ou interdites), les besoins jugés socialement nécessaires ou superflus.